

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

**SCIENCES** Un colloque organisé récemment à Montpellier a permis aux chercheurs brésiliens et français impliqués dans la sauvegarde des écosystèmes et le développement en

Amazonie de faire le point de leurs actions. ● SOUTENU par le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), un « programme-pilote » a été lancé en 1996. Son application se

heurte à des problèmes de financement et de réforme foncière. ● LES CHERCHEURS ont néanmoins obtenu des résultats encourageants, notamment dans la mise en place de sys-

tèmes d'exploitation agricole respectueux de l'environnement. Cette « agroforesterie », qui évite le déboisement, permet une certaine maîtrise du cycle du carbone. ● LA

CONSERVATION de la biodiversité, parfois contradictoire avec le développement des zones habitées, est un problème complexe auquel se heurte aussi le Chili.

## L'effort de conservation en Amazonie fait l'objet d'un bilan nuancé

Protection forestière, projets-pilotes en agroforesterie, développement de l'écotourisme, actions de prévention des incendies, protection des territoires indiens : les actions sont nombreuses, mais se heurtent aux problèmes budgétaires et fonciers

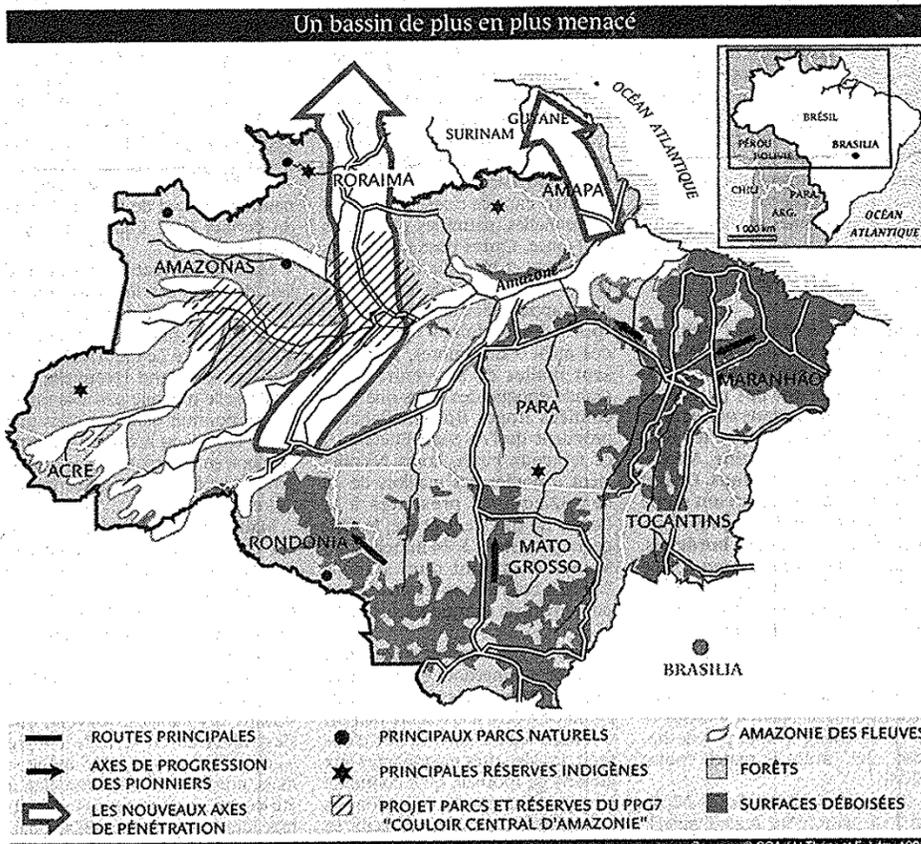
### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

L'année 1998 fera date dans les annales forestières de l'Amazonie. Trois incendies majeurs ont frappé la partie brésilienne de ce massif tropical qui couvre 7,3 millions de kilomètres carrés. L'Etat du Roraima, sec à la suite de la perturbation océanique El Niño, a perdu, en janvier et en février, 10 000 kilomètres carrés de forêts, 2 600 kilomètres carrés de pâturages, 92 100 plantations, 14 000 têtes de bétail. Les habitations de 12 000 colons et Indiens Yanomamis ont été détruites. Plus récemment, deux grands feux se sont déclenchés au sud du manteau d'émeraude, dans le Mato Grosso et dans le Tocantins.

Chaque fois, ces sinistres ont mis en évidence l'incurie des autorités de Brasilia pour les endiguer et ont souligné les maux de la colonisation qui ravagent l'Amazonie depuis un quart de siècle. « Notre rôle n'est pas tant de trouver des coupables que de remédier à ces gigantesques incendies », prévient Carmen Figueiredo, de l'Agence brésilienne de l'environnement (Ibama). Pas question, donc, d'interdire les brûlis agricoles traditionnels. « Nous proposons plutôt aux populations de développer, avec elles, des méthodes alternatives ou de contrôler des défrichements par le feu, d'instaurer des droits de licence pour les brûlis, et d'opérer un suivi par avions et par satellites », ajoute-t-elle.

Carmen Figueiredo développe sur le terrain le nouveau programme de prévention des incendies baptisé « Prodesque », engagé sur neuf sites pilotes avec l'aide du Centre français de coopération en recherche agronomique pour le développement (Cirad). La jeune femme et ses collègues brésiliens



Deux nouveaux axes routiers menacent l'Amazonie brésilienne : 100 nouveaux kilomètres de piste depuis Manaus vers Caracas ont été asphaltés, et, en Guyane française, la route entre Régina et Saint-Georges, qui devrait être achevée à l'horizon 2000-2003, permettra de relier le Venezuela à l'embouchure de l'Amazonie par la côte.

sont venus récemment à Montpellier évoquer avec les chercheurs français impliqués en Amazonie leur programme de sauvegarde des écosystèmes amazoniens et du développement de leurs habitants (In-

diens, Noirs marrons et colons). Avec l'appui financier et technique des sept grandes puissances industrielles, le gouvernement et les associations brésiliennes ont mis en œuvre en 1996 un vaste programme

pilote du G7 (PPG7) pour l'Amazonie. Le PPG7 prévoit la création de corridors de protection forestière, des projets pilotes d'exploitations agricoles durables, le développement de l'écotourisme, l'attribution

de crédits agricoles et industriels conditionnés à leur impact écologique, la création d'un institut de bioprospection industrielle (groupant près de quatre-vingts laboratoires brésiliens et une quarantaine d'étrangers), des actions de prévention des incendies et de protection des territoires de quelques 326 000 indigènes... Si le Brésil fait flèche de tout bois, c'est qu'il y a urgence. Car, au-delà des grands incendies de 1998, les défrichements agricoles sont à la hausse.

### COUPES ET BRÛLIS

« Jusqu'au sommet de Rio, le gouvernement et la société civile brésilienne étaient très mobilisés sur l'Amazonie : le déboisement, qui était d'environ 21 000 kilomètres carrés par an entre 1978 et 1988, est tombé à moins de 15 000 kilomètres carrés jusqu'en 1994. Puis l'effort s'est relâché, et les coupes et les brûlis ont repris au rythme d'environ 30 000 kilomètres carrés par an », raconte Neli Aparecida de Mello, du ministère brésilien de l'environnement (MMA). Depuis 1978, plus de 517 000 kilomètres carrés sont partis en fumée en Amazonie brésilienne. La taille de la France !

Au cœur du dispositif du PPG7, s'affiche la volonté d'étendre les pratiques agroforestières. Car « nous ne réussissons pas à protéger l'Amazonie sans un meilleur développement de ses populations », souligne Carmen Figueiredo. Née dans les années 80 et largement améliorée et diffusée en Asie du Sud-Est, l'agroforesterie – que d'aucuns considèrent toujours comme du « jardinage » en forêt – consiste, en réalité, à enrichir le milieu naturel en espèces végétales utiles. « On peut, quasiment sans défricher, planter des bois d'œuvre, des fruitiers, des légumes, du manioc, mais aussi par-

fois des cultures de rente, comme la canne à sucre, le café et le cacao, note Richard Pasquis du Cirad. A ces cultures peuvent s'ajouter un petit élevage, la chasse, la pêche et la cueillette. »

Ces produits vivriers dégagent souvent un revenu monétaire. L'Amazonas exporte ainsi, chaque année, environ 60 millions de francs de produits dits « extractivistes », comme des noix du Brésil, du caoutchouc, ou des cœurs de palmier. Exploités et récoltés en fonction des saisons et des cours du marché, ils font vivre quarante mille familles de petits colons. « La centaine d'expériences agroforestières qui existent demandent à être mieux soutenues et améliorées pour devenir plus rentables sur le marché international et s'étendre en Amazonie », précise Neli Aparecida de Mello.

### LA RACINE DU MAL

Lassé d'être montré du doigt sur la scène internationale, son pays semble vouloir agir sur tous les fronts. Saura-t-il s'attaquer à la racine du mal en réformant sa politique foncière ? C'est moins sûr. Sans remise en cause des aides aux défrichements, sans une réforme agraire qui limite la taille des exploitations et donne une terre aux plus pauvres tout en les aidant à mieux exploiter leurs friches, la course à la terre et les déboisements continueront. D'autant qu'un projet de coupes budgétaires du ministère du Plan, actuellement en discussion au Congrès national, menace la crédibilité du PPG7.

« Dans la mesure où ces aides du G7 sont conditionnées à un investissement financier du Brésil d'environ 10 % et entraînent son engagement sur plusieurs années, le gouvernement a préféré refuser 83,6 % des donations pour 1999 », dénonce Beto Ricardo de l'Instituto socio-ambiental de São Paulo. Alors qu'il était prévu d'investir, en 1999, 73 millions de reals (environ 350 millions de francs), contrepartie brésilienne incluse, le gouvernement n'en propose plus aujourd'hui que 7,6 millions.

Que restera-t-il de l'ambitieux PPG7 ? Sur les cinq projets de corridors verts devant relier entre eux les réserves indigènes et les parcs naturels, un seul est en cours de réalisation en Amazonas et dans le Para : couvrant environ 133 000 kilomètres carrés, il doit relier entre elles une cinquantaine d'aires protégées. Rien n'assure qu'il sera achevé, que les autres verront le jour et que la promesse faite en janvier par le président brésilien au WWF de mettre en réserve 10 % de l'Amazonie pour l'an 2000 soit tenue.

Vincent Tardieu